

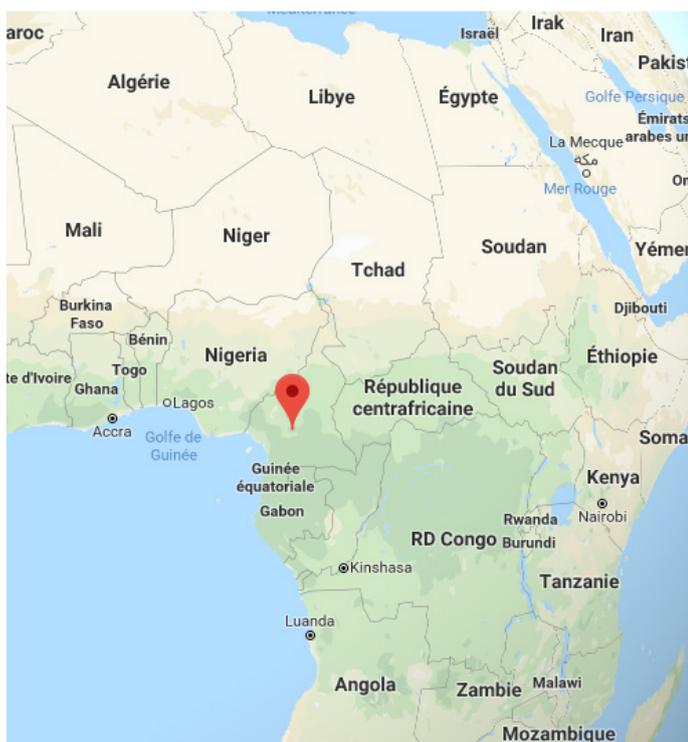
NACHTIGAL : AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT DU CAMEROUN

Ce barrage au fil de l'eau de 420 MW situé au centre du pays, à 60 km au Nord de la capitale Yaoundé, sera construit par EDF. Sans véritable réservoir il ne noiera qu'un très faible territoire.

En 2016 la COP22 constate que 650 millions d'Africains n'ont pas accès à l'énergie et que cela s'aggravera dans le futur. Les 24 millions de Camerounais (dont 42% ont moins de 14 ans), doivent faire face au défi « des croissances », car ce pays, qualifié d'Afrique en miniature, est aussi le grenier du continent et dispose de réserves de gaz, de richesses minières et vit également d'exportations de bois.

Si la corruption est un fléau notoire freinant l'économie, le véritable obstacle à l'aboutissement d'un projet comme Nachtigal est l'insertion sur un réseau électrique en plein développement.

Avec 60% de taux d'électrification, la consommation d'électricité est surtout tirée par le résidentiel urbain. L'industrie peine à se développer. L'électricité est pour moitié produite par l'hydraulique ; gaz et fioul pallient partiellement au défi-



cit en saison sèche.

Dès 1998, le pays a séparé production/transport/distribution en contrepartie de financements attractifs de la banque mondiale qui ont fait la part belle aux acteurs financiers (chinois...) et ouvert le marché aux producteurs privés. Toutes ces privatisations, mises en concurrence ont dégradé le système électrique.

Pas de projet sans acheteur... et les investisseurs veulent être rassurés !

L'hydraulique est considérée par le monde de la finance comme une filière porteuse de risques : durée de construction, durée d'amortissement, travaux complexes (ouvrages souterrains), impacts environnementaux et sociétaux (surfaces noyées...).

Si le fort potentiel hydro du pays attire les investisseurs, encore faut-il que la demande suive... Avant tout nouveau projet, il faut donc planifier un équilibre offre/demande, avec l'augmentation annoncée de la consommation (+7% /an).

Le barrage réservoir de Lom Pangar sur le principal fleuve du pays (Sanaga) régule la ressource en eau en saison sèche. Construit sur fonds publics il sera amorti par une redevance versée par les futurs projets IPP (Independent Power Producer) érigés sur le fleuve. Il garantit partiellement les futurs investisseurs contre le risque hydrologique en exploitation.

Les investisseurs exigent des contrats de vente d'électricité solides. Mais au Cameroun, l'économie peine à décoller et les acheteurs « directs » sont quasi inexistantes (beaucoup de grosses PME ou cimentiers ont des groupes diesel pour faire face aux pannes électriques).

A un horizon 2025 il sera possible de vendre à l'export car de nombreux projets pour le transport sont aussi engagés dans les interconnexions (réseaux intérieurs, vers le Tchad, le Nigéria...).

C'est Rio Tinto Alcan (à travers le producteur Alucam implanté à côté de la première centrale hydraulique du pays) qui a proposé Nachtigal à EDF qui les accompagnait dans leurs études prospectives.

Le business model du projet porte sur 35 ans. EDF, au côté de SFI (voir encadré) a ensuite négocié en « gré à gré » avec l'Etat du Cameroun, pour pouvoir piloter les études



d'avant-projet, environnementales et sociétales et l'obtention des licences et permis, y compris la rédaction du contrat d'achat vente d'électricité (PPA : Power Purchase Agreement).

SFI :

Société Financière Internationale, filiale de la Banque Mondiale est aussi appelée institution mondiale d'aide au développement. Ses activités concernent exclusivement le secteur privé dans les pays en voie de développement.

En 2014, EDF Cameroun est créée pour porter les actions locales avec les autorités... Et c'est précisément la mise au point du PPA qui nécessitera des explications et de la pédagogie vers toutes les parties prenantes jusqu'à l'amendement de textes législatifs pour sécuriser le projet. Au final, avec un gestionnaire d'eau juridiquement absent, l'Etat ne pouvant se sortir de l'ornière du risque hydrologique (année sèche), il a été convenu de rémunérer l'aménagement à sa disponibilité et non à sa production.

Dans ces conditions, extrêmement favorables, les banques ont été au rendez-vous et le kWh fourni sera dans la fourchette basse pratiquée sur le territoire, sans pénaliser le tarif actuel.

Un barrage techniquement simple, mais soumis à des risques politiques

Sans travaux souterrains, d'un accès facile avec des impacts environnementaux et sociétaux relativement mesurés, ce barrage représentera 30% de la puissance installée du pays.

Le Cameroun, gangréné par les inégalités et la corruption, est gouverné depuis 36 ans par Paul Biya et traverse une période agitée (guerre civile à l'Ouest depuis 2016, présence de Boko Haram au Nord, réfugiés centrafricains...). La construction se fera dans un contexte où la présence française est souvent perçue comme une ingérence suite au passé colonial... mais aussi comme un accompagnement du régime en place. Même si EDF bénéficie d'une sympathie due à sa présence avant la libéralisation du secteur, le projet devra être exemplaire en termes social, environnemental et sociétal pendant toutes les phases, du développement à

Un aménagement rémunéré à sa disponibilité et non à sa production

l'exploitation.

Le problème se pose différemment vis-à-vis de tous les salariés impliqués sur le projet. Rémunérations, transparence... aucun écart relatif ne doit voir le jour aussi bien sur le code du travail, les primes, les horaires... Car les camerounais attendent des entreprises étrangères qu'elles tirent socialement le pays vers le haut, en gommant le plus possible les inégalités de traitement entre expatriés et locaux (santé, sécurité, protections en cas de crise politique...).

Par exemple, d'ores et déjà, il faut penser au devenir du personnel prenant part à la construction et obliger EDF à préparer la fin de leur mission par des accords avec les entreprises locales.

Il faut aussi aller vers une présence de long terme d'EDF, mieux vécue qu'un comportement opportuniste. Les dividendes perçus par EDF sur ce projet pourraient être réinjectés dans de nouveaux investissements nationaux, comme des aménagements hydrauliques compte tenu du potentiel du pays (le 2^{ème} d'Afrique avec 23 GW).

Cinq années auront été nécessaires pour régler les problèmes législatifs, politiques, techniques. Le bouclage financier s'est conclu en décembre 2018 sur le premier projet hydraulique africain en Partenariat Public Privé (40% EDF, 30% SFI, 30% Etat du Cameroun). Cela ouvre la voie à d'autres projets et le défi est maintenant au niveau de la construction : les populations en attendent beaucoup. Cette expérience doit s'inscrire dans une aventure humaine, sociale et environnementale. ■